



Paris, le 23 juillet 2020

## Les propositions de CroissancePlus pour massifier l'actionnariat salarié

Suite au discours de politique générale de Jean Castex, Bruno Le Maire est venu préciser la teneur de l'allègement des impôts de production, en s'engageant à supprimer 20 milliards d'euros de taxes en 2 ans sur les 72 milliards existants. Une fois effectuée, la réforme proposée placera les impôts de production à 2,5% du PIB, soit environ 50 milliards d'euros. Pour mémoire, les impôts de production représentent en moyenne 1,6% du PIB des pays de l'OCDE.

Le 25 mai dernier, les entrepreneurs de CroissancePlus s'étaient exprimés en faveur d'une réforme visant à faciliter et encourager l'actionnariat salarié.

Pour CroissancePlus, la résurgence d'un contexte social menaçant doit encourager les créateurs et dirigeants d'entreprises à prendre de nouvelles initiatives fortes en ce sens, avec le soutien de l'exécutif et du législateur. Au-delà des mesures de soutien à l'activité, le plan de relance doit orienter notre économie vers un nouveau modèle de capitalisme centré sur l'entrepreneuriat et sur un meilleur partage de la valeur. Seuls ces éléments nous permettront de retrouver la confiance et l'audace nécessaires au relèvement.

Les bénéfices de l'actionnariat salarié sont multiples :

- Il constitue une des clés de la concorde économique entre les détenteurs de capital et ceux qui chaque jour œuvrent à le faire fructifier par leur travail.
- Il permet à tous de se réunir autour d'un objectif commun et bénéfique pour tous : le succès de l'entreprise.
- Il permet de diffuser le projet entrepreneurial à tous les salariés et donne ainsi davantage de sens au travail
- Enfin, et alors que le sujet de la souveraineté et de l'autonomie stratégique préoccupe les décideurs publics, l'actionnariat salarié permet également de solidifier un noyau stable d'actionnaires salariés, fortement intéressés au maintien des outils de production et des technologies sur le territoire français.

Dans ce cadre, l'association d'entrepreneurs présente aujourd'hui 6 propositions clefs pour massifier l'association des collaborateurs au capital et aux fruits de la croissance des entreprises. Ces propositions ont pour objectif de :

- Permettre à tous les entrepreneurs de donner une plus grande part du capital de leur entreprises aux salariés
- Faciliter le regroupement des salariés actionnaires au sein de sociétés de salariés pour garantir la bonne gouvernance de l'entreprise



- Cesser de taxer par un forfait social le partage d'actions avec les salariés, alors que cela ne génère aucune liquidité pour payer l'impôt
- Inciter les salariés à conserver dans la durée les actions de leurs entreprises
- Faire évoluer les Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise (BSPCE) en Bons de Souscription de Parts d'Entreprise (BSPE), et ouvrir cet outil aux indépendants qui contribuent à la croissance des plateformes.
- Encourager la transmission d'entreprises aux salariés.

>>> [Retrouvez les propositions détaillées ici](#) <<<

Pour Thibaut Bechetoille, Président de CroissancePlus : « Les propositions que notre association soumet aux pouvoirs publics sont simples et applicables rapidement. Accompagnées d'une réforme de la participation et de l'intéressement, elles visent à permettre un changement de paradigme dans le partage de la valeur et dans la diffusion de l'esprit d'entreprise dans la société. Pour nous relancer, nous aurons besoin d'un élan national de confiance et d'audace. Il est temps de mobiliser toutes les forces vives du pays autour de la reconstruction de notre modèle économique et social, et nous sommes persuadés que l'actionnariat salarié sera le meilleur outil pour libérer les énergies. »

## Contacts presse :

### Agence L'ambassade :

Sylvie Poillevé  
06 69 46 59 24  
sylvie.poilleve@lambassade.agency

Estelle Reine-Adélaïde  
06 17 72 74 73  
estelle.reine-adelaide@lambassade.agency

**Croissanceplus**  
Grandir ensemble

Premier réseau français des entrepreneurs de croissance créé en 1997, CroissancePlus se veut force de propositions et d'influence auprès des pouvoirs publics et leaders d'opinion pour favoriser la croissance des entreprises et la création d'emplois en France.